

Élection d'un directeur ou d'une directrice pour remplir le mandat vacant d'un directeur ou d'une directrice par un membre de la Caisse de défense de l'ACPPU (entre deux assemblées générales annuelles)

Contexte

La principale instance décisionnelle de la Caisse de défense est le Conseil d'administration qui « administre ... les activités et les affaires de la Société ». Le Règlement administratif de la Caisse fait référence aux « administrateurs » et « administratrices », mais le terme « directeurs » ou « directrices » est maintenant utilisé pour mieux refléter leur statut auprès de la Caisse, qui est une société sans but lucratif.

Les directeurs et directrices doivent :

- agir honnêtement et de bonne foi dans l'intérêt de la Caisse de défense;
- faire preuve du soin, de la diligence et de la compétence qu'une personne raisonnablement prudente exercerait dans des circonstances comparables; et
- se conformer à la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, L.C. 2009, ch. 23 et aux documents corporatifs, au Règlement Administratif et Règles et Règlements de la Caisse de défense.

Chaque syndicat membre de la Caisse a droit à « un administrateur [directeur] par tranche ou par partie de tranche de cinq cents membres cotisants » (Règlement administratif 1, 2.2.iv). La méthode la plus courante pour l'élection d'un directeur ou d'une directrice est sa nomination par

son syndicat membre lors de l'assemblée annuelle de la Caisse de défense en octobre (Règlement administratif 1, 7.1.a). Toutefois, si un directeur ou une directrice quitte son poste avant la fin de son mandat, le syndicat peut nommer une autre personne comme directeur ou directrice pour le reste du mandat.

Nomination

_____ [Nom de l'ancien directeur ou de l'ancienne directrice] a quitté son poste de directeur ou directrice de la Caisse de défense.

_____ [Nom du syndicat membre] élit _____ [nom du directeur proposé ou de la directrice proposée], dont l'adresse courriel est _____, pour être élu(e) pour le reste de la durée du mandat de _____ [nom de l'ancien directeur ou de l'ancienne directrice].

DATÉ ce _____ jour de _____ 202__.

Nom du syndicat membre : _____

Par : [signature] _____

Nom : _____

Fonction : _____

J'ai l'autorité d'agir au nom du syndicat.